

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21625 - 80ÈME ANNÉE

« Comprendre la situation politique internationale »



Suite du point de vue de Ary Yée-chong-tchi-kan qui a reçu Bruno Guigue, dans une conférence en ligne, jeudi 15 août 2024. (édition du samedi 17 août).

Pourquoi cette initiative (bis)?

Nous avons rappelé le 80e anniversaire de Témoignages, organe de « *défense des sans défense* », ici et dans le monde, et la nécessité de réévaluer nos connaissances. En effet, nous évoluons dans un monde de plus en plus globalisé, complexe et interconnecté.

Pour comprendre la situation politique internationale, nous avons pris comme point de repère l'entrée des Talibans à Kaboul, le 15 août 2021, pour noter que, dans la réalité, les Etats-Unis avaient déjà changé de stratégie, en proclamant la Chine, danger pour « *le monde libre et la démocratie* ». Les médias sont priés de diffuser les provocations et mensonges en tout genre. Notre invité Bruno Guigue a fait un exposé magistral et répondu aux questions les plus médiatiques. Une heure et demi d'échanges, c'était pas mal pour une première mais largement insuffisant.

Malgré nos insuffisances, notez quand même ces propos officiels prononcé par Mike Pompeo, ancien directeur de la CIA, Secrétaire d'Etat de Trump : « *Si nous voulons un XXIe siècle libre, et pas le siècle chinois dont rêve Xi Jinping, l'ancien paradigme de l'engagement aveugle avec la Chine n'y parviendra pas.* » C'était le 23 juillet 2020, à la Bibliothèque Présidentielle. Il démolissait 40 années de politique de coopération sino-américaine. La violence de cet autre extrait : « *Pékin a mordu les mains qui l'ont nourri* » ! Qu'en pensent nos lecteurs ?

L'hégémonie américaine en question.

Nous aurions pu prendre la date du 15 août 1971. Ce jour-là, les Etats-Unis mettent fin à la parité 35 dollars pour un gramme d'or. C'est un coup de poignard dans le système monétaire signé à Bretton Woods, en 1944, prévu pour administrer l'après-guerre. Aux argentiers européens partis aux Etats-Unis pour demander des éclaircissements, John Connally, secrétaire d'Etat au Trésor, répond : « *le dollar c'est notre monnaie et c'est votre problème* ». En clair, circulez, il n'y a rien à voir. Cette décision unilatérale va créer une dictature de fait : le dollar est facile à imprimer. Les Etats-Unis vont s'en servir comme une arme pour gendarmier le monde.

Bruno Guigue a souligné le mouvement d'émancipation actuelle qui embrase le monde. Un signe des temps : de nombreux pays veulent réaliser des transactions dans leur propre monnaie et donc se passer de l'hégémonie du dollar. La méfiance envers le dollar est si vive que les pays gros

détenteurs vendent massivement leur réserve.

Cependant, une solution démocratique de remplacement n'est pas facile à trouver. Il faudra suivre le sommet des BRICS+ qui se tiendra en octobre, en Russie. De nombreux pays veulent adhérer à cette organisation pour éviter la domination politique et idéologique américaine et européenne. Les initiatives de la Chine sont crédibles et très prisées.

Par exemple, 143 pays ont adhéré à l'Initiative Ceinture et Route. Plus de 3000 projets sont à l'oeuvre. La Chine développe le concept de « *communauté de destin partagé* » où les pays partenaires jouent « *gagnant-gagnant* », et sans ingérence politique. Elle réclame également un rééquilibrage dans les institutions. La formule plaît et entame l'hégémonie américaine. Il est possible que les BRICS créent une Assemblée Parlementaire et organisent des Jeux Sportifs.

Cette évolution de la politique internationale constitue une alternative historique.

En quoi La Réunion peut-elle tirer profit de ce changement?

Selon une étude de Médiamétrie, 96% de la population est équipée d'un téléphone mobile. L'engouement pour le smartphone modifie les usages d'interconnexion. On commente l'actualité et on partage sur des réseaux sociaux. Le GPS connaît les adresses de votre quartier mieux que vous. Vous payez avec votre petit écran. L'Afrique est championne des transactions monétaires avec smartphone. L'emploi à distance, les master classes, le commerce en ligne, la santé à distance etc se développent. Dès lors, tenter de comprendre la politique internationale et ses opportunités, aujourd'hui, nous conduit à tout revoir.



Jusqu'à maintenant, La Réunion est une enclave européenne dans un espace entouré par des États membres de l'Union Africaine. Les centres de décision se trouvent à 12 000Km, à Paris et Bruxelles. Nous tournons le dos à nos voisins. La République de Maurice est à 200 km de nos côtes.

Avec l'intégration de l'archipel des Chagos, elle disposera d'un continuum maritime de 2 millions Km², frontalier de l'Inde et son milliard et demi d'habitants. L'off-shore mauricien est le premier investisseurs en Inde. Elle a signé un accord de libre-échange avec la Chine. Elle vend des yuans chinois. L'autre voisin géographique, Madagascar, chemine vers 50 millions d'habitants. Les besoins sont énormes. Nous devrions donner la priorité à ces 2 voisins.

La Réunion gagnerait à négocier un programme avec l'Initiative chinoise de Ceinture et Routes. La Chine est déjà membre observateur à la COI. La Réunion n'en fait pas partie. C'est une anomalie historique issue de l'héritage colonial. C'est un non sens politique devant les changements en cours.

Ary YEE-CHONG -TCHI KAN

Gabriel Attal propose la reconduction des crédits de l'État à l'identique en 2025

Le gouvernement démissionnaire a reconduit à l'identique pour 2025 le montant des crédits de l'État, à 492 milliards d'euros, a indiqué Matignon le 20 août lors d'un point presse. L'équipe suivante, qui n'a pas encore été nommée par Emmanuel Macron, n'aura que quelques semaines pour préparer le budget 2025.

«La préoccupation principale du premier ministre» Gabriel Attal, qui a remis le 20 août les lettres plafonds aux ministères, «c'est que le gouvernement qui lui succédera ait les moyens de présenter un budget dans les temps prévus par les lois organiques», avec cette première copie budgétaire qui s'inscrit «dans une trajectoire qui permet de respecter les 3% (de déficit) en 2027», a expliqué Matignon.

Aucune des baisses proposées par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, n'ont été pritis en compte. 492 milliards d'euros de crédits de l'État, «c'est ce qu'il y avait dans la loi de finances 2024 et c'est ce qui est reproduit dans les lettres plafonds qui pourront servir de base à la loi de finances 2025», a ajouté une source à l'Agence France Presse.

Matignon met en avant un «budget réversible, qui permet à la fois à la France de se doter d'un budget en temps et en heure mais qui permettra également au prochain gouvernement de faire ses propres choix sur la base de ce qui a été préparé et transmis aux ministères».

Fin juillet, Bruno Le Maire avait indiqué qu'il ferait des propositions de baisses «significatives», à hauteur de 5 milliards d'euros, afin d'assurer le redressement des finances publiques.

Le président Emmanuel Macron reçoit à partir du 23 août les différents chefs politiques et parlementaires.

Il n'a toujours pas nommé de nouveau premier ministre, six semaines après les élections législatives et 35 jours après avoir accepté la démission du gouvernement de Gabriel Attal, resté en place pour traiter les affaires courantes.

Or, le projet annuel de loi de finances (PLF) doit être adopté et promulgué avant le 1er janvier, et doit être déposé au Parlement au plus tard le 1er octobre 2024.

L'adoption de ce texte s'annonce très délicate en raison d'une absence de majorité à l'Assemblée nationale. De plus, le projet de loi doit être présenté en conseil des ministres et doit avoir reçu les avis du Haut Conseil des finances publiques et du Conseil d'État.

S'il est «trop tôt» pour annoncer une prévision de déficit 2025 - la dernière du gouvernement s'établissait à 4,1% -, cette pré-copie budgétaire s'inscrit «dans une trajectoire qui permet de respecter les 3% en 2027», a indiqué Matignon.

Pour assurer ce budget «zéro valeur», c'est-à-dire reconduit sans augmentation, «des budgets (des ministères) seront stables et devront absorber l'augmentation de l'inflation, et des économies seront faites, notamment sur le budget du travail et de l'emploi, parce qu'on a une baisse du chômage et que des dispositifs pourraient être réformés, comme ceux de l'apprentissage qui représentent aussi plus d'une vingtaine de milliards et feront l'objet d'une réforme pour les rendre plus efficaces et plus économes», a souligné Matignon.

Quant aux économies budgétaires, un budget stable avec une hypothèse de 2% d'inflation «représente pour les ministères une dizaine de milliards d'économies nécessaires». La France est sous le coup d'une procédure de l'Union européenne pour déficit excessif, et doit par ailleurs présenter d'ici le 20 septembre son plan à moyen terme de retour dans les clous.



La rantré 2024-2025 i pé z'ète intéréssan pou nou la Rényon : Mé la lite an maronaz lé touzour d'aktyalité é sa ni koné fé

**Mézami yèr té la rantré éskolèr é sa i
konssèrn 217350 marmaye la Rényon avèk
inn-dé bone nouvèl anonssé pou sak konm
nou épi noute zoinal i vé oir lé shoz bouz in
pé dann lo bon sanss.**

In promyé l'anonss mwin la trouv pozitif sé
k'i sava mète la lang portigué dann kolèj
pars i fo pa obliye dann l'afrik koté nou
néna bann zansien koloni Portigal lé an
Afrik pa tro loin d'nou... Mèm in pé lé dsi la
route lésklavaz. Néna lontan nou l'avé
bézoin d'in réform konmsa késtyonn prépar
noute péi pou in kopérasion avèk bann péi
konmsa.

Aprés la anons lo ranforsman la
prizankonte noute lang kréol dann noute
sistèm édikatif avèk pliss moiyn k'avan,
avèk in konpliman épi in léplikassion lo
Recteur avèk in zoinaliss pou dir noute lang
kréol rényoné lété konsidéré konm in patoi
sak i fé mèm bann paran téi konpran pi
linportanss épi la boté noute lang kréol
80% d'moune i pratik sa issi shé nou.

In n'ote afèr inportan i anparl éstèr
lansègnman plizyèr matyèr dann kréol
rényoné konm syanss la vi épi la tèr é konm
d'ote matyèr mwin la pa mète an mémoir
mé sa i shanj toute par rapor lansègnman la
lang kréol rényoné. Poin d'intérogassion :
néna aasé dprofèssèr kapab fé sa apré lo

sakrifiss bann zénérasion dsi lotèl lo patoi
osinonsa lo kozé.

Astèr lo Recteur la parl ossi bann klass de
nivo pou di la pa sa mé sinplomman lo
ranforsman bann zélèv dann déssèrtènn
matyèr zot néna in manke konm franssé,
matématik épi d'ote matyèr prinssipal mé
sa i rès a oir pars défoi néna in bone
intanssion é l'administrassion ladan, koman
li sar aplike sa li ? Sa ni koné pa... In
Prézidan bann paran d'élèv la fine dir sa i
marsh pa éli oi pa pou kossa i kontinyé
dann mèm shomin.

Astèr lo Recteur la di toute lé pa parfé é lé
riskab avoir difikilté sé pou sa i fo ète paré
pmlou rézoude lo bann difikilté. Kan mi di
sa, mi panss bann pèrsone i akonpagn bann
zanfan andikapé é sa sé in gro poin noir
pou bann paran épi pou bann zanfan in pé i
gingn ar pa alé lékol pars nora poin in
l'AESH.

Mézami ofisyèlman lékol i done
satisfakssion in bann rovandikassion lé just
mé la pa pou sa i fo sign in shèk an blan
avèk li. Mi diré la lite an maronaz lé touzour
pli ké néssésér é sa ni koné fèr mé sirtou i
fo pa bèss lo bra pars aprés movèz sirpriz
a tou lé kou...

A bon antandèr salu !

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année
Directeur de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re
Site Web: www.temoignages.re
Tél : 02 62 55 21 21
Publicité: publicite@temoignages.re
CPPAP: 0916Y92433